

## **REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt-quatre le seize octobre à dix-neuf heures et dix minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Romagnieu, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Céline REVOL, Maire

Nombre de conseillers en exercice : 18

Date de convocation du Conseil Municipal : 10 octobre 2024

Présents (dans l'ordre du tableau du Conseil Municipal) : Céline REVOL (Maire), Chantal PEGOUD, Bernard TRILLAT, Marc RIBET (Adjoints), Yves DURET pouvoir à Bernard TRILLAT, Georges GRANGE, Régine COMBE, Noël CASTE, Bernard PIERRE, Louis LE GUILLOU, Nathalie MORETTI, Béatrice JACQUET, Edith ROUX, Martine RIZZON, Nathalie FAVRE, Aurélie BLAUD, Fabrice DANNA (départ au moment de la rubrique « divers » -départ 20h46) (conseillers municipaux) :

Absent : Pierre GOLDIN

Excusés : Yves DURET pouvoir à Bernard TRILLAT,

Secrétaire de séance : Edith ROUX

### **2024-086D-RH-Garde-Champêtre : Convention de mise à disposition de personnel communal mutualisé (Aoste-Romagnieu-Chimilin-Granieu) (délibération)**

Madame Le Maire rappelle que par délibération n°2022-002 du 16 février 2022, l'assemblée délibérante avait validé la mise à disposition d'un garde-champêtre à compter du 01/03/2022 pour une quotité horaire de 8.75/35 ETP pour une durée de 3 ans maximum à savoir jusqu'au 28 février 2025. Le garde-champêtre, mis à disposition par la commune d'Aoste ayant fait valoir ses droits à la retraite le 30 septembre 2024, il convient de savoir si la commune souhaite poursuivre cette mutualisation à travers la signature d'une nouvelle convention entre les communes d'Aoste/ Romagnieu/Chimilin/Granieu. Madame Le Maire interroge donc le Conseil dans ce sens.

Après en avoir débattu et compte tenu des apports plutôt positifs de cette mutualisation, Madame Le Maire propose de valider une nouvelle convention avec prise d'effet au 1<sup>er</sup> octobre 2024 sachant que la commune d'Aoste a recruté un nouveau garde-champêtre.

L'article 1 de la nouvelle convention précise : « -La commune d'Aoste met son agent relevant du cadre d'emploi des Gardes Champêtres à disposition de la commune de Romagnieu, pour exercer les fonctions de Garde Champêtre, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024, pour une durée d'un an renouvelable (maximum 3 ans renouvelables), soit jusqu'au 30 septembre 2027 pour un temps de travail de 8.75/35 ETP annualisé ».

Sur le plan comptable, le remboursement de cette mise à disposition se fera par l'émission d'un titre formant avis des sommes à payer par la commune d'Aoste à destination de la commune.

Entendu l'exposé de Madame Le Maire, le Conseil, à l'unanimité,

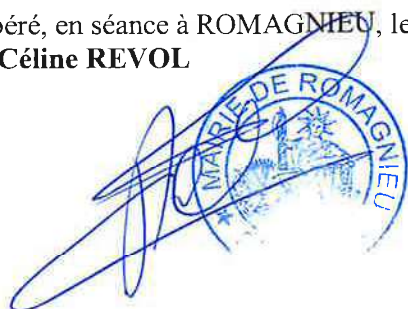
➤ **APPROUVE** la signature d'une convention avec la commune d'Aoste pour la mise à disposition d'un garde-champêtre à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2024 pour une durée d'un an renouvelable (maximum 3 ans renouvelables), soit jusqu'au 30 septembre 2027, pour un temps de travail de 8.75/35 ETP annualisé.

➤ **DIT** que les crédits nécessaires au financement de ce poste seront inscrits au Budget Primitif 2024 de la commune et suivants (2025,2026,2027)

➤ **CHARGE** Madame Le Maire de signer ladite convention et tout autre document se rapportant à cette affaire.

Ainsi délibéré, en séance à ROMAGNIEU, le 17 octobre 2024

Le Maire, **Céline REVOL**



Envoyé en préfecture le 28/10/2024

Reçu en préfecture le 28/10/2024

Publié le 28/10/2024



ID : 038-213803430-20241016-2024086D-DE



## **Convention de mise à disposition de personnel communal**

**Monsieur Sébastien GRANGE**

**GRADE : Cadre d'emploi des Garde Champêtre**

### **Entre**

La Mairie d'AOSTE, désignée sous le terme « la commune d'AOSTE », représentée par son Maire, M Roger MARCEL, d'une part,

**et**

La Mairie de CHIMILIN, désignée sous le terme « la commune de CHIMILIN », représentée par son Maire, M Edmond DECOUX, d'autre part,

**et**

La Mairie de ROMAGNIEU, désignée sous le terme « la commune de ROMAGNIEU », représentée par son Maire, Mme Céline REVOL, d'autre part,

**et**

La Mairie de GRANIEU, désignée sous le terme « la commune de GRANIEU », représentée par son Maire, Mme Chantal HUGUET, d'autre part,

### **IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**

**Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, notamment les articles 61 à 63,

**Vu** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Il est convenu ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : Objet et durée de la mise à disposition**

La Commune d'AOSTE met son agent relevant du cadre d'emploi des Garde Champêtre à disposition de :

- la Commune de CHIMILIN, pour exercer les fonctions de Garde Champêtre, à compter du 01 octobre 2024, pour une durée de un an renouvelable (maximum trois ans renouvelables), soit jusqu'au 30 septembre 2027, pour un temps de travail de 8.75/35 ETP annualisé .

- la Commune de ROMAGNIEU, pour exercer les fonctions de Garde Champêtre, à compter du 01 octobre 2024, pour une durée de un an renouvelable (maximum trois ans renouvelables), soit jusqu'au 30 septembre 2027, pour un temps de travail de 8.75/35 ETP annualisé .
- la Commune de GRANIEU, pour exercer les fonctions de Garde Champêtre, à compter du 01 octobre 2024, pour une durée de un an renouvelable (maximum trois ans renouvelables), soit jusqu'au 30 septembre 2027, pour un temps de travail de 2/35 ETP annualisé .
- la Commune d'AOSTE, pour exercer les fonctions de Garde Champêtre, à compter du 01 octobre 2024, pour une durée de un an renouvelable (maximum trois ans renouvelables), soit jusqu'au 30 septembre 2027, pour un temps de travail de 15.5/35 ETP annualisé .

## ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Le travail du Garde Champêtre est organisé par la Commune de CHIMILIN, la Commune de ROMAGNIEU et la Commune de GRANIEU dans les conditions suivantes :

Mission de Police Municipale

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline), du Garde Champêtre est gérée par la Commune d'AOSTE,

## ARTICLE 3 : Rémunération

Versement : La Commune d'AOSTE versera au Garde Champêtre , la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liés à l'emploi).

**Les indemnités liées au remboursement des frais sont versées par l'organisme d'accueil.**

L'organisme d'accueil peut verser directement à cet (ces) agent (s) un complément de rémunération qui serait justifié par ses fonctions, dans les limites prévues par les articles 87 et 88 de la loi n° 84-53 (éventuellement mentionner un plafond compte tenu des primes déjà octroyées au titre de l'emploi d'origine).

Remboursement : La Commune de CHIMILIN, la Commune de ROMAGNIEU et la Commune de GRANIEU rembourseront à la Commune d'AOSTE le montant de la rémunération et des charges sociales du Garde Champêtre, ainsi que les frais d'équipement et de fonction résultant des missions confiées.

Sauf cas d'exonération totale ou partielle prévue par une décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ou l'établissement d'origine (1)

## ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

L'agent mis à disposition bénéficie d'un entretien individuel au cours du 4ème trimestre de chaque année à l'issue duquel un rapport sur la manière de servir de l'intéressé est établi par la Commune de CHIMILIN, la Commune de ROMAGNIEU et la commune de GRANIEU et transmis à la Commune d'AOSTE qui établit l'évaluation.

Ce rapport est accompagné d'une proposition de notation lorsque le fonctionnaire est mis à disposition auprès d'une collectivité territoriale.

En cas de faute disciplinaire la collectivité d'origine est saisie par la collectivité d'accueil.

## ARTICLE 5 : Formation

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent mis à disposition.

La collectivité d'origine prend les décisions relatives au bénéfice du Compte Personnel de Formation, après avis de la collectivité d'accueil.

## ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition du Garde Champêtre peut prendre fin :

- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de l'intéressé ou de la collectivité ou de l'établissement d'origine ou d'accueil ;
- de plein droit lorsqu'un emploi budgétaire correspondant aux fonctions exercées par l'intéressé est créé ou devient vacant dans la collectivité ou l'établissement d'accueil ;
- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention.

Si à la fin de sa mise à disposition le Garde Champêtre, ne peut être affecté dans les fonctions qu'il exerçait avant sa mise à disposition, il sera affecté dans une affectation dans l'un des emplois que son grade lui donne vocation à occuper, dans le respect des règles fixées au deuxième alinéa de l'article 54 de la loi du 26 janvier 1984

## ARTICLE 7 : Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble,

## ARTICLE 8 : Accord de Monsieur Sébastien GRANGE

La présente convention sera annexée aux arrêtés de mise à disposition individuels pris pour chaque agent. Elle est transmise au fonctionnaire avant signature dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord.

## ARTICLE 9 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile :

Pour la Commune d'AOSTE à la Mairie d'AOSTE  
Pour la Commune de CHIMILIN à la Mairie de CHIMILIN  
Pour la Commune de ROMAGNIEU à la Mairie de ROMAGNIEU  
Pour la Commune de GRANIEU à la Mairie de GRANIEU

Ampliation adressée au :  
- Comptable des collectivités.

Fait à AOSTE, le

Le Maire d'AOSTE

Le Maire de CHIMILIN

Mme le Maire de ROMAGNIEU

Mme le Maire de GRANIEU



**(1) en application de l'article 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 2 II du décret n° 2008-580 précité, la mise à disposition donne lieu à remboursement. Il peut être dérogé à cette règle lorsque la mise à disposition intervient entre une collectivité territoriale et un établissement public administratif dont elle est membre ou qui lui est rattaché, auprès du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, auprès d'une organisation internationale intergouvernementale ou auprès d'un Etat étranger. Dans ce cas il revient à l'assemblée délibérante de décider de l'exonération partielle ou totale, temporaire ou définitive, du remboursement de la rémunération et des charges sociales afférentes.**